

Questions orales

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Non, monsieur le Président, nous nous fions à l'administration et aux rapports que nous avons nécessairement. Je suis sûr qu'il circule toutes sortes d'opinions actuellement. Nous ne pouvons pas aller vérifier l'exactitude de chacune d'entre elles ni être tenus responsables du point de vue exprimé par M. Santos ou par Bob White.

Des voix: Bravo!

M. Broadbent: Monsieur le Président, le caucus du premier ministre trouve peut-être cela drôle, mais plus de 25 millions de Canadiens se préoccupent du bien-être de notre pays, et je ne plaisante pas.

Des voix: Bravo!

LES INTÉRÊTS DES TRAVAILLEURS CANADIENS

L'hon. Edward Broadbent (Oshawa): M. Santos, haut conseiller auprès du comité des finances, a déclaré que le Président Reagan avait conclu une entente privée avec certains sénateurs clés. Le Président est revenu sur l'engagement qu'il avait donné au premier ministre à l'occasion de l'Accord de Québec. Pourquoi dans ces conditions le premier ministre, quand il a récemment adressé une lettre à son «Cher Ron», le Président, ne lui a-t-il pas demandé tout particulièrement de tenir compte des intérêts légitimes des Canadiens qui travaillent dans le secteur des produits forestiers?

● (1425)

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Monsieur le Président, encore une fois, comme l'a dit le secrétaire d'État, personne ne connaît M. Santos. Nous n'avons pas . . .

M. Broadbent: Il a dit que personne ne le connaissait?

M. Axworthy: C'est le conseiller commercial principal.

M. Mulroney: C'est ce que j'ai dit.

M. Broadbent: Personne ne le connaît?

M. Mulroney: C'est ce que j'ai dit. Je ne le connais pas. Je n'ai jamais entendu parler de lui, et je serais étonné d'en entendre encore parler. Sommes-nous censés être intimes?

M. Broadbent: Non, vous êtes censé savoir qui il est.

M. Mulroney: Le secrétaire d'État . . .

Mme Copps: Il ne le connaît pas.

M. Mulroney: Quel plaisir de voir que Nadia Comaneci est de retour.

M. le Président: Non, s'il vous plaît. Le premier ministre aurait-il l'obligeance de terminer sa réponse?

M. Mulroney: J'ai essayé de dire à mon collègue que le secrétaire d'État a pleinement répondu à . . .

M. Marchi: Envoyez-nous Joe, lui au moins il est drôle.

M. Mulroney: Je sais que la réponse n'intéresse pas les libéraux, mais je vais essayer de répondre à mon ami le chef du NDP.

Nous avons soutenu à fond la cause des travailleurs de la Colombie-Britannique à maintes reprises, et le secrétaire d'État va continuer à le faire à l'occasion d'une importante rencontre de toutes les parties intéressées qu'il organise vendredi à Vancouver.

LA DÉCLARATION D'UN HAUT FONCTIONNAIRE DES ÉTATS-UNIS

L'hon. Edward Broadbent (Oshawa): Monsieur le Président, comme le sait le premier ministre, la question est très sérieuse. C'est le secrétaire d'État aux Affaires extérieures qui a déclaré hier que le président des États-Unis parlait d'une certaine façon pour les Américains et d'une autre en ce qui concerne ses engagements envers le Canada. M. Santos, conseiller principal du comité des finances du Sénat américain a prétendu que le président Reagan avait promis de renverser la décision prise par le processus quasi judiciaire qui est en cours. Le premier ministre peut-il par conséquent contacter le président Reagan et le persuader de tenir la promesse qu'il a faite dans l'Accord de Québec? C'est très grave.

Le très hon. Joe Clark (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur le Président, c'est effectivement grave. Aussi, on est en droit de se demander pourquoi les députés de l'Opposition vont chercher des noms dans l'annuaire téléphonique du gouvernement américain pour les citer. En ce qui concerne M. Santos, qui est à l'origine de l'attaque lancée hier par le CTC contre les négociations sur le libre-échange, nous avons vérifié auprès de la Maison Blanche. Nous pensions peut-être que dans cette situation inhabituelle, le chef du Nouveau parti démocratique savait quelque chose que le reste du monde ignorait. La réponse de la Maison Blanche a été la suivante: «M. Santos se trompait, et il ne parlait pas au nom du gouvernement américain». Il ne reste plus par conséquent au NDP qu'à inventer d'autres déclarations faites par des gens dont personne n'a entendu parler à la Chambre, si elle veut poursuivre son opposition aveugle.

Des voix: Bravo!

M. le Président: A l'ordre, s'il vous plaît.

Des voix: Au revoir, Ed!

M. le Président: A l'ordre, s'il vous plaît.